

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 OCTOBRE 2020**

JP/VA

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FACTURES IMPAYÉES – PROCÉDURE RELANCE AMIABLE ET SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT

L'an deux mille vingt, le sept du mois d'octobre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	x	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	x	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	x	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	x	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	x	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	x	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	x	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	x	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	x	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	x	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	x	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	x	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	x	
BOYER Joël	UCEL	x	
GROS Cyril	LABÉGUDE	x	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE	x	
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS	x	
CARON Christian	RUOMS	x	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	x	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	x	

A été élu secrétaire de séance : M. Nicolas CHARRIER, benjamin de l'assemblée.

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FACTURES IMPAYÉES – PROCÉDURE RELANCE AMIABLE ET SEUIL DE MISE EN RECOUVREMENT

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Dans le cadre de la procédure de relance amiable des factures impayées, un protocole a été mis en place par les services du SEBA afin de déterminer les différentes étapes à suivre au titre de la régie de recettes prolongée dans les 6 mois qui suivent l'émission d'une facture.

Aussi, il y a lieu de distinguer deux procédures distinctes, selon qu'il s'agit de factures liées à des contrats actifs ou au contraire à des contrats résiliés.

PROPOSITION DE PROCÉDURE DE RELANCE POUR LES CONTRATS ACTIFS :

Si le montant restant dû est supérieur à 15 euros, un premier courrier simple de relance est envoyé aux usagers concernés 60 jours après la date d'émission de la facture, puis un second courrier en RAR 90 jours après la date d'émission de cette même facture.

Le seuil de 15 euros est en adéquation avec le montant du seuil règlementaire de mise en recouvrement des créances non fiscales des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, fixé par décret n°2017-509 du 7 avril 2017, modifiant l'article D. 1611-1 du code général des collectivités territoriales.

Dans le cas de montant restant dû inférieur à 15 euros, aucune relance par courrier n'est effectuée. Le solde restant à payer est reporté sur la facture suivante. Néanmoins, dans le cadre de la première relance amiable, un courrier est adressé aux abonnés précisant cette procédure de report et le montant encore à devoir.

Dans le cas de factures émises une seule fois, notamment pour les prestations relevant du SPANC, le report est impossible puisqu'aucune autre facture ne sera émise une fois le service fait.

Concernant ce cas particulier, il est proposé de suivre la procédure de relance prévue pour les factures dont le montant est supérieur à 15 euros, à savoir l'envoi d'un courrier simple puis d'un courrier en RAR, dans les conditions indiquées supra.

PROPOSITION DE PROCÉDURE DE RELANCE POUR LES CONTRATS INACTIFS :

Première relance amiable :

Il est proposé pour tous les usagers concernés, l'envoi d'un courrier simple de relance, quel que soit le montant restant dû.

Seconde relance amiable :

Trois hypothèses sont proposées :

- **Hypothèse 1** : Le SEBA ne renonce à aucune somme et donc envoi d'un courrier en RAR quel que soit le montant restant dû,
- **Hypothèse 2** : Le SEBA renonce à recouvrer des sommes mineures inférieures à 15 euros, en raison des coûts inhérents,
- **Hypothèse 3** :
 - Si le montant restant dû est inférieur à 5 euros, pas de relance. Le SEBA renonce à recouvrer les sommes,
 - Si le montant est inférieur à 10 euros, courrier de relance en RAR, le SEBA ne renonce pas à recouvrer les sommes restant dues,
 - Si le montant est inférieur à 15 euros, courrier de relance en RAR, le SEBA ne renonce pas à recouvrer les sommes restant dues.

A titre d'information, la somme totale des montants restant dus des factures inférieures à 15 euros pour l'année 2019 s'établit comme suit :

38 cas recensés : Total 189,17 €

- Total des montants inférieurs à 5 € - 19 cas : 4,53 €
- Total des montants inférieurs à 10 € et supérieurs à 5 € - 11 cas : 89,10 €
- Total des montants inférieurs à 15 € et supérieurs à 10 € - 8 cas : 95,54 €

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau **DÉCIDE** de retenir les propositions suivantes :

CONTRATS ACTIFS		CONTRATS INACTIFS	
Dû < 15 €	Dû > 15 €	Dû < 15 €	Dû > 15 €
Report du solde restant sur la facture suivante	Relance simple puis courrier en RAR	Relance simple puis abandon des poursuites	Relance simple puis courrier en RAR

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL